

Q.: Diriez-vous que c'était un pas dans la bonne direction?

R.: Oui. Je pense qu'il faut le voir comme tel. Dans cette déclaration, le gouvernement soviétique reconnaît que son avion de chasse a "arrêté" l'aéronef civil. C'est un premier pas qui a trop tardé, mais qui est nécessaire à ce moment-ci.

Q.: (inaudible)

R.: Sur la base de ce qui est survenu, la situation a effectivement évolué en ce sens qu'il y a eu divulgation et reconnaissance de leur part.

Q.: Attendez-vous davantage?

R.: Je ne suis pas sûr. Je continuerai comme d'autres à exercer des pressions. Je crois que la situation a évolué par suite des pressions qui ont déjà été exercées non seulement par le Canada, mais par les autres nations.

Q.: Savez-vous pourquoi cette déclaration a été publiée aujourd'hui? Est-elle en réponse au discours qu'a prononcé le Président hier soir?

R.: C'est possible. C'est peut-être aussi parce qu'il y a eu des sanctions ou que les mesures qui ont été prises par le Canada pourraient être adoptées par d'autres pays. Ce pourrait être un effort pour éviter que d'autres pays ne prennent d'autres mesures. La déclaration renferme des divulgations que nous n'avions pas auparavant.

Q.: Etes-vous déçu que d'autres pays n'aient pas imité le Canada et imposé des sanctions?

R.: Non. Je n'ai pas été déçu du tout. Nous devons attendre pour voir ce qu'ils feront, à supposer qu'ils fassent quelque chose. Nous avons pris ces mesures en raison des intérêts canadiens qui sont en jeu, et les autres pays devront évaluer ce qu'ils devraient faire. J'ai dit que je serais heureux de voir d'autres pays prendre des mesures similaires et non que je solliciterais ou prônerais de telles mesures.